

**Rapport pour la commission  
permanente du conseil régional  
JUILLET 2023**

**Présenté par**  
**Valérie PÉCRESSE**  
Présidente du conseil régional  
d'Île-de-France

**AFFAIRES EUROPÉENNES 2ÈME RAPPORT POUR 2023 IDFE - AFFECTATION PROVISIONNELLE -  
DISPOSITIF EUROPE**

## Sommaire

<a href="#">EXPOSÉ DES MOTIFS</a>	3
<a href="#">PROJET DE DÉLIBÉRATION</a>	5
<a href="#">ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION</a>	8
<a href="#">Annexe 1 : Convention triennale d'objectifs et de moyens entre la région Ile-de-France et l'association Ile-de-France Europe</a>	9
<a href="#">Annexe 2 : Convention triennale d'objectifs et de moyens entre la région Ile-de-France et l'association Ile-de-France Europe bilan 2020 2022</a>	24
<a href="#">Annexe 3 : Fiche-projet Trait d'union</a>	29
<a href="#">Annexe 4 : Fiche-projet CRESS</a>	32
<a href="#">Annexe 5 : Fiche-projet Youth ID</a>	35
<a href="#">Annexe 6 : Fiche-projet Babel international</a>	38

## EXPOSÉ DES MOTIFS

### 1. Soutien à Île-de-France Europe (IdFE)

Etablie à Bruxelles, l'association Île-de-France Europe y représente la région Île-de-France auprès de l'Union européenne. Cet organisme associé soutient la mise en œuvre de la politique européenne de la Région en apportant son expertise sur les trois volets suivants :

- Les programmes de financements européens ;
- Les stratégies d'influence des collectivités mandantes ;
- L'engagement dans les réseaux et les liens avec les autres représentations des collectivités et acteurs européens présents à Bruxelles.

#### 1.1 Affectation du solde de la subvention annuelle

Conformément à sa délibération n° CR 129-16 du 8 juillet 2016 adoptant sa « nouvelle stratégie européenne pour la première région d'Europe », la région Île-de-France apporte à ce titre une subvention annuelle de fonctionnement à IdFE. L'attribution de la subvention à l'organisme associé Île-de-France Europe se fait en deux temps :

- Une avance correspondant à 70 % de la subvention prévisionnelle 2023 est affectée en début d'année civile ;
- Le solde (30 %) est attribué au second semestre 2023.

Il est proposé d'affecter un montant de **99 900€** en autorisation d'engagement.

Par ailleurs, ce rapport rappelle l'obligation pour les structures subventionnées d'accueillir au moins un stagiaire pendant une période de deux mois minimum, créée par la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, dans ce cadre l'association prévoit l'accueil de deux stagiaires durant l'année 2023.

#### 1.2 Convention d'objectifs et de moyens 2023-2026

La convention triennale d'objectifs et de moyens entre la région Île-de-France et l'association IdFE avait été approuvée par délibération n° CP 2020-344 du 8 septembre 2020. La convention arrivant à échéance, il est proposé, conformément au rapport cadre n° CR 16-129 « Une nouvelle stratégie pour la première région d'Europe » de conclure une nouvelle convention d'objectifs et de moyens en phase avec les ambitions de la région Île-de-France, pour une durée de trois ans.

### 2. Affectation provisionnelle « actions européennes »

La mise en œuvre de la stratégie européenne de la Région nécessite l'engagement de moyens financiers pour la prise en charge de dépenses directes d'achats et de prestations de services liées à l'accueil de délégations étrangères venant des zones de coopération de la Région, à l'organisation d'événements européens sur le territoire francilien, et à la prise en charge de dépenses d'achat (tels que des frais de bouche, achats de fournitures, location de salle...) et de prestations de conseil nécessaires à la préparation des candidatures de la Région aux appels à projet européens.

Un montant de 43 000 € est demandé en autorisation d'engagement sur le budget 2023.

Cette affectation est imputée sur le chapitre 930 « services généraux » - code fonctionnel 043 « actions européennes » - programme HP043-002 « actions européennes » - action 10400201 « actions européennes » du budget 2023.

### 3. Attribution de subventions dans le cadre du dispositif Europe

Le dispositif Europe, révisé par délibération n° CP 2018-92 du 16 mars 2018, a pour objectif général de soutenir des projets pilotés par des structures franciliennes, à vocation européenne, ayant une portée pédagogique et touchant directement un large public francilien. Les projets soutenus doivent permettre de mieux faire connaître les politiques publiques de l'Union européenne et de faciliter l'accès des franciliens au débat sur les questions européennes.

La présente délibération propose l'attribution de subventions pour quatre projets :

- « Environnement, numérique, souveraineté, état de droit... plongée au cœur du réacteur européen » par l'association Trait d'union, dont l'objectif est de sensibiliser les écoles de journalisme sur la nécessité d'emmener les étudiants au cœur de l'Union Européenne;
- « Prom'ESS Europe », par la chambre régionale de l'économie sociale et solidaire d'Île-de-France, dont l'objectif est d'accompagner les structures de l'ESS dans l'accès aux financements européens et d'informer les entrepreneurs sur les politiques publiques européennes les concernant.
- « Connecter de façon innovante les dispositifs Européens et les jeunes », par l'association Youth ID, dont l'objectif est d'ouvrir l'accès aux aides européennes aux jeunes, via des contenus et des canaux de communication adaptés ;
- « AtmoSphera: l'Europe autrement », par Babel International, qui a pour objectif d'aborder l'Europe et de la décrypter pour la faire connaître aux jeunes franciliens issus de différents contextes socio-économiques et géographiques.

Il est proposé d'affecter un montant de 105 000€ en autorisation d'engagement.

Cette affectation est imputée sur le chapitre 930 « services généraux » - code fonctionnel 043 « actions européennes » - programme HP043-002 « actions européennes » - action 10400201 « actions européennes » du budget 2023.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional  
d'Île-de-France**



**VALÉRIE PÉCRESSÉ**

## **PROJET DE DÉLIBÉRATION**

### **DU 5 JUILLET 2023**

#### **AFFAIRES EUROPÉENNES 2ÈME RAPPORT POUR 2023 IDFE - AFFECTATION PROVISIONNELLE - DISPOSITIF EUROPE**

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

**VU** le règlement de minimis SIEG 360/2012 publié au JOUE L114/12 du 26 avril 2021 et modifié par les règlements 2018/1923 publié au JOUE L313/2 du 10 décembre 2018 et 2020/1474 publié au JOUE L337/1 du 14 octobre 2020 ;

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** la loi n° 2014-58 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles du 27 janvier 2014 ;

**VU** la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 portant délégations d'attribution du conseil régional à sa commission permanente, modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 21 septembre 2017 ;

**VU** la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

**VU** la délibération n° CR 129-16 du 8 juillet 2016 relative à la stratégie européenne de la Région Île-de-France modifiée par délibération n° CP 2018-92 du 16 mars 2018 ;

**VU** la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée par la délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

**VU** la délibération n° CR 2018-092 du 16 mars 2018 relative à la poursuite de la mise en œuvre de la stratégie européenne : Dispositif Europe et IdFE ;

**VU** la délibération n° CP 2020-344 du 23 septembre 2020 portant approbation de la convention triennale d'objectifs et de moyens entre la Région Île-de-France et l'association Ile-de-France Europe ;

**VU** la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 modifiée relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

**VU** la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 portant intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

**VU** la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

**VU** la délibération n° CP 2023-099 du 25 janvier 2023 relative au versement de l'avance de la subvention de fonctionnement octroyée à Île-de-France Europe ;

**VU** le budget de la Région Île-de-France pour 2023 ;

**VU** l'avis de la commission des relations internationales et des affaires européennes ;

**VU** l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

**VU** le rapport n°CP 2023-244 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

**Article 1 :**

Décide d'attribuer à l'association Île-de-France Europe une subvention de 99 900 € correspondant au versement du solde de la subvention de fonctionnement pour l'année 2023.

Affecte une autorisation d'engagement de 99 900 € disponible sur le chapitre 930 « services généraux », code fonctionnel 043 « actions européennes », programme HP043-002 « actions européennes », action 10400201 « actions européennes » du budget 2023.

**Article 2 :**

Approuve la convention triennale d'objectifs et de moyens entre la région Île-de-France et l'association Île-de-France Europe figurant en annexe 1 à la présente délibération et habilite la présidente du conseil régional à la signer.

**Article 3 :**

Décide d'affecter une autorisation d'engagement de 43 000 € disponible sur le chapitre 930 « services généraux », code fonctionnel 043 « actions européennes », programme HP043-002 « actions européennes », action 10400201 « actions européennes » du budget 2023, pour les dépenses directes liées à l'accueil de délégations étrangères venant de zones de coopérations, à l'organisation d'événements européens sur le territoire francilien et à la prise en charge de dépenses d'achat et de prestations de conseil nécessaires à la préparation des candidatures de la Région aux appels à projet européens.

**Article 4 :**

Décide de participer au titre du dispositif Europe, au financement des projets détaillés en annexe 2 de la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum de 105 000 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec les bénéficiaires, de conventions conformes à la convention type adoptée par la délibération n° CP 2018-182 du 4 juillet 2018 modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 105 000 € disponible sur le chapitre 930 « services généraux », code fonctionnel 043 « actions européennes », programme HP043-002 « actions européennes », action 10400201 « actions européennes » du budget 2023

**La présidente du conseil régional  
d'Île-de-France**

**VALÉRIE PÉCRESSE**

## **ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION**



**Annexe 1 : Convention triennale d'objectifs et de  
moyens entre la région Ile-de-France et l'association  
Ile-de-France Europe**

## Convention triennale d'objectifs et de moyens entre la région Île-de-France et Île-de-France Europe

La région Île-de-France,  
dont le siège est situé 2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine,  
représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE, dûment habilitée en vertu de la  
délibération n° XXXXX,  
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

l'association Ile-de-France Europe, association loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901,  
dont le n° SIRET est 424 183 440 000 17,  
dont le siège social est situé 2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine,  
ayant pour représentant sa Présidente, Madame Stéphanie VON EUW,  
ci-après dénommé « l'organisme »

d'autre part,

- VU Le code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement;
- VU La délibération n° XXXX relative à l'adoption d'une convention d'objectifs et de moyens entre la région Île-de-France et l'association Île-de-France Europe.

### IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

#### Préambule :

Dans le cadre de la relance de sa stratégie européenne adoptée le 8 juillet 2016 dans le CR n° 16-129 : « Une nouvelle stratégie européenne pour la première Région d'Europe », la Région a maintenu son soutien à l'association Ile-de-France Europe (IdFE) qui la représente auprès de l'Union européenne ainsi que cinq départements franciliens (les conseils départementaux de l'Essonne, des Hauts de Seine, de la Seine et Marne, du Val d'Oise et des Yvelines) et Ile-de-France Mobilités.

La présence d'un bureau à Bruxelles apparaît nécessaire afin d'avoir une visibilité auprès des instances européennes et de relayer au niveau européen les positions, enjeux et défis de la Région, et, plus globalement, du territoire francilien. Cette représentation permet également de faciliter l'accès aux informations politiques et réglementaires ainsi qu'aux financements européens.

Les missions conférées à IdFE s'inscrivent dans la stratégie régionale européenne adoptée par délibération n° CR 16-129 « Une nouvelle stratégie européenne pour la première Région d'Europe ». Elles font l'objet d'une liste d'actions plus détaillées dans le cadre du programme de travail d'IdFE approuvé par les organes de gouvernance de l'association. Au regard de ce

programme, les missions sont déclinées dans une feuille de route définie conjointement entre IdFE et la direction des stratégies européennes de la Région.

La direction des stratégies européennes de la Région assure le suivi stratégique, opérationnel et administratif d'IdFE en cohérence avec les orientations et le programme de travail annuel acté conjointement.

## **ARTICLE 1 : Objet de la convention triennale d'objectifs et de moyens**

La présente convention présente les objectifs et missions de l'organisme pour une période couvrant la convention triennale. Ces objectifs correspondent aux ambitions de la stratégie régionale définie dans la délibération n °CR 16-129 : « Une nouvelle stratégie européenne pour la première Région d'Europe », à savoir :

- La recherche de nouveaux financements européens et l'accompagnement des porteurs de projets, à la demande de la direction des stratégies européennes de la Région ;
- La promotion des intérêts de la Région auprès des institutions européennes sur des thématiques en lien direct avec les prérogatives premières de la Région (développement économique et soutien aux PME, recherche et innovation, numérique, éducation et formation, transports et mobilité, environnement et développement durable, logement et régions européennes de coopération de la Région notamment). La politique de cohésion (fonds structurels) pour la période 2021-2027 et sa mise en œuvre restera l'un des domaines prioritaires de la période à venir afin de continuer définir et porter une position francilienne au niveau européen. Les politiques mises en place plus spécifiquement par l'Union européenne en réponse à la crise du COVID 19 ainsi qu'à l'invasion russe en Ukraine et leurs conséquences économiques et sociales feront également l'objet d'un suivi de la part d'IdFE.

### **1.1. La recherche de nouveaux financements européens et l'accompagnement des porteurs de projets**

Conformément aux souhaits exprimés par ses membres, IdFE centre ses activités sur la recherche de financements européens au bénéfice des acteurs franciliens.

IdFE appuie le guichet unique de la Région (représenté par le service développement et stratégies européennes - SDSE, point d'entrée pour les porteurs de projet du territoire) afin de saisir les opportunités offertes par les programmes et les instruments financiers européens.

Dans le cadre de cette mission, IdFE intervient, en réponse coordonnée avec le SDSE aux porteurs de projets non membres d'IdFE qui saisiraient directement l'association, sur les champs suivants :

- La veille informative sur les programmes et les appels à projets incluant le développement d'outils de veille partagés ;
- L'appui au montage du dossier de candidature (en amont notamment par l'organisation de rencontres avec les responsables des programmes à Bruxelles) et à la recherche de partenaires européens ;
- L'identification de projets et consortiums de partenaires en montage, pour lesquels la Région pourra faciliter l'intégration d'acteurs franciliens ;
- La valorisation des projets franciliens soutenus par des financements européens.

En lien avec les thématiques prioritaires listées *supra*, IdFE s'attache à identifier les opportunités de financements et prioritairement celles relevant des programmes suivants :

- COSME (qui permet de financer des projets relatifs au soutien aux PME) qui relève désormais du programme du Marché unique ;
- Horizon Europe (qui permet de financer des projets relatifs à la recherche et l'innovation) et le Fonds pour l'innovation ;
- ERASMUS + (pour les projets relatifs à l'éducation et la formation) ;
- LIFE (pour soutenir les projets visant un développement durable et à préserver l'environnement) ;
- MIE (pour soutenir notamment les projets de transports) ;
- InvestEU ;
- Le programme Europe numérique ;
- Le Fonds européen de Défense ;
- L'ensemble des financements spécifiques concernant l'Ukraine.

Ces listes sont susceptibles d'évoluer en tant que de besoin à la demande de la Région.

#### 1.1.1. Veille informative

IdFE assure une veille informative sur les appels à projets européens et les programmes européens susceptibles de financer des projets sur le territoire francilien.

Les modalités de diffusion de ces éléments de veille sont arrêtées de manière annuelle par IdFE pour son compte et celui de ses membres. La Région, en concertation avec les directions opérationnelles, identifie certains besoins et priorités qu'elle notifie à IdFE et qui feront l'objet d'une attention particulière tout au long de l'année. Cela peut être formalisé sous la forme d'une feuille de route, le cas échéant, spécifique à chaque thématique susmentionnée ou chaque direction opérationnelle.

#### 1.1.2. Accompagnement des porteurs de projets

Dans le cadre de sa mission d'appui au montage de projets, IdFE veille à l'identification des programmes européens mobilisables, à l'organisation de rendez-vous avec les représentants de la Commission européenne et des autres institutions européennes compétentes pour permettre aux porteurs de projets d'identifier des opportunités de financement et de tester la pertinence de leurs projets. IdFE peut également transmettre des informations sur le contexte européen dans lequel les projets doivent s'inscrire et peut aussi aider des porteurs de projets à organiser des événements publics afin de valoriser leurs projets à Bruxelles lorsque cela est pertinent.

IdFE peut également apporter son soutien à la recherche de partenaires européens, via les réseaux thématiques dont l'association est membre, notamment les régions avec lesquelles la Région entretient ou prévoit d'entretenir des coopérations.

Enfin, la dissémination des résultats des projets étant une obligation à laquelle les évaluateurs européens attachent une importance toute particulière, IdFE peut également accompagner les porteurs de projets dans cette démarche et valoriser les projets réalisés en mobilisant ses outils de communication ; site internet, lettre d'information, réseaux sociaux...

#### 1.1.3. La veille informative et réglementaire et la promotion des intérêts de la Région auprès des institutions européennes sur des thématiques en lien direct avec les compétences et priorités de la Région

La réglementation européenne ayant un impact direct sur les politiques publiques, IdFE mène, auprès des instances européennes, une veille réglementaire et des activités d'influence afin que les intérêts de ses membres sur les champs relevant de leurs compétences soient

entendus. L'activité d'IdFE dans ce domaine combine des alertes adressées à ses membres et une aide à la définition des positions de ses membres sur les enjeux qui les concernent.

Dans le cadre de cette mission, IdFE adresse des alertes à la Région et l'aide à définir des positions dans les champs relevant de ses compétences, plus particulièrement dans son rôle d'autorité de gestion afin que les intérêts franciliens soient entendus.

Sur ces différentes politiques, IdFE s'assure de la bonne représentation des intérêts de la Région, tant au travers des consultations lancées qu'au cours des relations interinstitutionnelles qui suivront.

Ce travail mené très en amont du processus de décision donne à la collectivité les moyens de se positionner dans les discussions préalables puis dans les négociations interinstitutionnelles. En lien avec la Région, IdFE est force de propositions en termes de stratégies d'influence, qu'il s'agisse de l'identification des bons interlocuteurs, du moment opportun pour intervenir ou du contenu des messages à délivrer, afin de bâtir des alliances pertinentes pour défendre et promouvoir les orientations et les points de vue de la Région. A ce titre, elle se rapproche des bureaux de représentation des régions de coopération afin d'identifier autant que possible des positions communes sur les grandes politiques européennes et de les relayer ensemble, en complément du travail collectif effectué avec les autres bureaux régionaux français.

IdFE se tient également informé en amont des divers programmes de travail et appels à propositions en cours de préparation afin de sensibiliser les collectivités et acteurs pertinents qui pourraient être concernés mais aussi afin de veiller à ce que les intérêts de l'Île-de-France soient bien pris en compte lors de la rédaction de ces documents.

## **ARTICLE 2 : Engagements de l'organisme**

### **2.1. La réalisation des objectifs**

L'organisme s'engage à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour la réalisation des objectifs retenus en commun pour le partenariat avec la Région tels que définis dans l'Article 1.

### **2.2. La réalisation d'un programme annuel d'actions**

IdFE s'engage à réaliser les objectifs figurant à l'article 1 en les déclinant dans un programme de travail annuel défini d'un commun accord avec la Région.

A cette fin, IdFE s'engage à adresser à la Région, au plus tard le 30 novembre de l'année N, ses propositions pour le programme d'actions de l'année N+1.

La réalisation du programme de travail fait l'objet d'un suivi et d'une évaluation formalisée avec la Région.

### **2.3. Prise en compte du dispositif « 100 000 stages »**

En considération du montant de la subvention régionale, l'association s'engage à :

- a) Recruter annuellement 3 stagiaires ou alternants pour une période minimale de deux mois. L'association saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.
- b) Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'elle pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement.

## **2.4. Le cadre budgétaire et comptable**

L'organisme s'engage à :

- a) Respecter les dispositions existantes quant à l'utilisation des fonds publics ;
- b) Présenter une programmation budgétaire annuelle avec pour objectif la maîtrise des charges de structure ;
- c) Adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général en vigueur et au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations ;
- d) Présenter son budget en conformité avec la déclinaison des missions de l'organisme en objectifs généraux, objectifs opérationnels voire en actions, tel que décrit dans l'article 1 et en annexe ;

Communiquer annuellement à la Région :

- e) Au plus tard avant le 1<sup>er</sup> novembre de l'année N, l'avant-projet de budget de l'année à venir ;
- f) Dès leur approbation, le budget et le programme d'actions annuel définitifs ;
- g) Au plus tard avant le 30 juin de l'année N :
  - i. Les comptes annuels de l'année N-1 (bilan, compte de résultat et annexes) du dernier exercice clos (certifiés par un commissaire aux comptes inscrit sur la liste prévue à l'article L822-1 du code de commerce), et notamment un compte d'emploi annuel des ressources ;
  - ii. Le rapport d'activité annuel du dernier exercice clos.
- h) Dans les délais utiles, tous les rapports et correspondances émis par le commissaire aux comptes.

## **2.5. Obligations d'information et d'accès aux documents**

L'organisme s'engage à :

- a) Faire parvenir à la Région une copie des convocations et des documents figurant à l'ordre du jour des réunions des organes dirigeants (Assemblée générale, conseil d'administration ...) dans les mêmes délais que ceux prévus par les statuts régissant l'organisme ;
- b) Faire parvenir les procès-verbaux de ces réunions cinq semaines au plus tard après leur tenue ;
- c) Répondre à toute demande d'information et de document relative à son suivi budgétaire et financier, et produire annuellement une situation de trésorerie mensualisée et actualisée ;
- d) Fournir les indicateurs d'évaluation de l'année N-1 tels que précisés à l'article 4.2, avant le 30 mai de l'année N ;
- e) Informer la Région des autres subventions publiques ou privées demandées ou attribuées en cours d'exécution de la présente convention ;
- f) Informer la Région de tout contrôle opéré par un organisme extérieur (administration fiscale, URSSAF, corps de contrôle etc....) et transmettre une copie des résultats des dits contrôles.

## **2.6. Obligations administratives**

L'organisme s'engage à :

- a) Conserver et archiver l'ensemble des pièces justificatives de l'emploi des fonds pendant 10 ans ;
- b) Respecter les dispositions de l'ordonnance du 6 juin 2005 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics et soumettant les marchés de fournitures, services, travaux aux règles de publicité et de mise en concurrence prévue par ladite ordonnance ou par le code des marchés publics ;
- c) Valider et mettre en œuvre des modalités de prise en charge des frais liés aux missions ;
- d) Définir et mettre en œuvre des procédures d'achat et de paiement (comptes bancaires, régie d'avance, cartes bancaires...) ;
- e) Etablir une charte de déontologie.

## **2.7. 2.7. Obligations en matière de communication**

L'organisme s'engage à appliquer sans réserve la charte graphique des organismes associés élaborée par la Région, en concertation avec eux, dans un souci de cohérence à la fois graphique et institutionnelle.

Cette charte est constituée de principes, règles et recommandations graphiques liant l'identité visuelle des organismes associés à celle de la Région. Dans ce cadre, l'organisme s'engage à :

- a) la présence d'un bloc-marque conforme à la charte et comprenant la marque-institution Ile-de-France, sur tous les supports physiques et numériques, de promotion, d'information, de publicité et de communication de l'organisme ;
- b) l'activation sur tout site internet développé par l'organisme, d'un lien hypertexte vers le site [www.iledefrance.fr](http://www.iledefrance.fr). Concernant les réseaux sociaux, la charte susvisée énonce également des spécificités à respecter impérativement. ;
- c) L'organisme s'engage également à :
  - i. Communiquer à la Région (Direction de affaires européennes) trois exemplaires minimum de chaque publication pour les éditions papier, ou une version électronique de chaque édition multimédia;
  - ii. Fournir à la Région des jeux de données pertinentes et publiables pour enrichir, dans le cadre de la démarche régionale de libération des données publiques (open-data), la base de données de la plateforme régionale data.iledefrance.fr.

La Région peut, à la demande de l'organisme, apporter son expertise et émettre des recommandations sur la conception et réalisation de stands, la conception de brochures et les modalités de leur diffusion. Dans le cas d'une présence concomitante sur une même manifestation, salon ou festival, la Région et l'association collaborent, le plus en amont possible, en vue d'une recherche de cohérence et de complémentarité de leurs espaces d'accueil et d'information du public.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à soutien de la Région.

## **ARTICLE 3 : Engagements de la Région**

### **3.1. Soutien financier**

La Région s'engage à soutenir financièrement l'organisme par le versement d'une subvention pour la réalisation des objectifs définis dans l'article 1, sous réserve du vote du budget par l'assemblée régionale et de l'affectation des crédits par la commission permanente du conseil régional.

La Région soutient l'organisme au titre du fonctionnement. Ce soutien permet à l'organisme d'inscrire ses activités dans la durée, de les anticiper et de les faire évoluer en fonction des objectifs de la présente convention.

### **3.2. Modalités de versement de la subvention**

La subvention régionale annuelle est mandatée en un minimum de deux versements, dans le respect des dispositions du Règlement Budgétaire et Financier de la Région et sur la base des affectations votées par la commission permanente du Conseil régional.

Conformément aux nouvelles dispositions du RBF de la Région sur les subventions globales (article 30), le montant annuel de la subvention sera précisé chaque année par avenant à cette convention.

Les versements d'avances ou d'acomptes se font sur présentation des pièces suivantes datées et signées par le représentant légal ou la représentante légale de l'organisme :

- a) Un courrier d'appel de fonds ;
- b) Un plan de trésorerie actualisé à la date de la demande de l'appel de fonds.

Le versement du solde se fait sur présentation des pièces suivantes :

- c) Un courrier d'appel de fonds daté, et signé par le représentant légal de l'organisme ;
- d) Les comptes annuels du dernier exercice clos de l'association signé par le représentant légal de l'organisme, soit certifiés par un commissaire aux comptes (inscrit sur la liste prévue à l'article L822-1 du Code de Commerce), soit signés par le comptable public pour les organismes en disposant ;
- e) Le rapport annuel d'activité du dernier exercice clos ;
- f) La production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé)
- g) La production d'un compte rendu annuel sur le respect des règles de déontologie et la prévention des risques d'atteinte à la probité.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

### **3.3. Révision et restitution éventuelle de la subvention**

En cas de non-exécution de tout ou partie des objectifs définis à l'article 1, de retard significatif ou de modification substantielle unilatérale des conditions d'exécution de la convention par l'organisme, le montant de la subvention régionale peut être révisé. En cas de trop perçu, l'association le reverse à la Région.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par l'organisme sont à la charge de ce dernier.

## **ARTICLE 4 : Suivi de la convention d'objectifs et de moyens et évaluation des actions**

### **4.1. Pilotage et suivi**



Pour assurer le suivi de la présente convention, la Région prépare annuellement en lien avec l'organisme son programme de travail relevant des objectifs communs aux deux parties, le budget et sa mise en œuvre, le suivi des indicateurs et les travaux relatifs à l'évaluation des actions.

#### **4.2. Evaluation des actions et suivi des indicateurs**

L'évaluation des objectifs et le suivi des actions sont engagés par l'organisme au travers d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs précisés en annexe de la convention. Cette évaluation fait l'objet d'un travail itératif avec la Région.

Ces tableaux d'indicateurs sont assortis d'une note d'analyse des résultats obtenus au regard notamment des actions menées par l'association pour atteindre ses objectifs ainsi que d'une note relative à la mise en œuvre de la Charte de déontologie d'IdFE au cours de l'année n-1.

Ces documents doivent permettre :

- D'apprécier le niveau d'atteinte des objectifs définis dans l'article 1 ;
- De disposer d'une description précise et étayée de données objectives et chiffrées des actions menées grâce aux financements apportés à l'association ;
- De mesurer les résultats obtenus et les retombées indirectes des actions de l'association.

Les tableaux d'indicateurs et la note d'analyse des résultats s'inscrivent en complément du rapport d'activité de l'organisme.

#### **ARTICLE 5 : Obligations en matière d'éthique**

Le l'organisme s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fonds publics et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière. La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité de l'organisme dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information, type voie de presse, pourra également être prise en compte par la Région

#### **ARTICLE 6 : Date d'effet et durée de la convention**

La présente convention, conclue pour une période de trois ans, prend effet à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2023. Elle expire le 30 septembre 2026.

#### **ARTICLE 7 : Contrôle de la Région**

À tout moment, y compris à l'issue de la convention, l'organisme s'engage à faciliter le contrôle sur pièces et sur place par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, en vue de vérifier la réalisation des actions, l'application des dispositions conventionnelles et l'emploi des fonds publics notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

## **ARTICLE 8 : Modification de la convention**

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant approuvé préalablement par la commission permanente du Conseil régional. L'avenant précise les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci remettent en cause les objectifs généraux définis à l'article 1.

## **ARTICLE 9 : Résiliation de la convention**

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général, cette résiliation prenant effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postale par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation de la présente convention en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par l'organisme. Dans ce cas, la Région adresse à l'association une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent tout ou partie inexécutées, la Région adresse à l'organisme la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé par la Région à un arrêté définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement total ou partiel de la subvention. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation de l'organisme par la Région.

Fait en trois exemplaires originaux à Paris,

**Le .....**

Pour la Région,  
La Présidente du Conseil Régional  
d'Île-de-France

**Le .....**

Pour l'organisme  
La Présidente,

Valérie PECRESSE

Stéphanie Von EUW

## **Annexe à la convention**

### **Tableau des indicateurs**

Objectifs opérationnels	Actions	Indicateurs de réalisation	Modalités de calcul	Indicateurs de résultat
<b>Communication et information générale</b>	Rédaction d'articles sur le site Internet	Nombre d'articles publiés sur une année N	Statistiques de fréquentation mensuelles du site internet <a href="http://www.iledefrance-europe.eu">www.iledefrance-europe.eu</a>	Nombre de visiteurs sur le site
	Présence sur les réseaux sociaux (relais des articles du site et d'autres informations)		Nombre d'abonnés/contacts sur Twitter/Facebook/Linkedin	Nombre d'abonnés sur les réseaux sociaux
	Publication d'une lettre d'information, au moins une par trimestre	Nombre de lettres d'information publiées sur une année N, au moins une par trimestre (objectif : 6 lettres)	Comptabilisation sur une année N du nombre de lettres d'information publiées	Nombre d'abonnés à la lettre d'information
<b>Veille informative</b>	Veille sur les initiatives législatives et non législatives prises par les institutions européennes qui pourront avoir une incidence ou un intérêt pour l'Île-de-France	L'évaluation de ces actions se fera au travers des notes d'analyse.	Comptabilisation sur une année N du nombre de notes techniques et comptes rendus adressés aux services de la DSE  Les notes relatives aux déplacements des élus régionaux ne sont pas comptabilisées.	Nombre de thématiques couvertes  Nombre de notes techniques et comptes rendus adressés à la DSE (au total et thématique par thématique)
	Participation à divers événements organisés par la Commission, aux réunions de commissions parlementaires, organisées par des réseaux thématiques, réunions collectives des bureaux régionaux français avec des décideurs européens, conférences, nombre d'actions de lobbying etc.	L'évaluation de ces actions se fera au travers des notes d'analyse.		
	Suivi des négociations interinstitutionnelles (positions du Parlement et du Conseil, négociations en trilogue)	L'évaluation de ces actions se fera au travers des notes d'analyse.		

<b>Veille sur les programmes d'action communautaire</b>	Veille et analyse des appels à propositions en cours de préparation et publiés	<p>Identification des opportunités de financement pertinentes</p> <p>Transmission d'informations en amont à la DSE pour sensibiliser des acteurs franciliens</p> <p>Rédaction de fiches sur des appels à propositions (objectif : 40 fiches en année « normale », les premières et dernières années de Cadre financier pluriannuel donnant lieu à une moindre publication d'appels)</p>	<p>Comptabilisation sur une année N du nombre d'opportunités identifiées</p> <p>Comptabilisation sur une année N du nombre de fiches relatives à des appels à propositions ciblés adressées aux services de la DSE</p>	<p>Nombre total d'opportunités identifiées (financements, recherches de partenaires, etc.)</p> <p>Nombre de fiches relatives aux opportunités de financement adressées à la DSE (au total et thématique par thématique)</p>
	Initiatives visant à influencer le contenu des appels à proposition afin qu'ils correspondent aux besoins franciliens	L'évaluation de ces actions se fera au travers des notes d'analyse.		Liste des appels sur lesquels IdFE a été mobilisé.
<b>Contribution à l'accompagnement de porteurs de projets franciliens (acteurs et services régionaux)</b>	Transmission d'informations ciblées sur des appels à propositions pertinents pour les porteurs de projets	Soutien apporté aux porteurs de projets franciliens et rôle d'appui auprès des instances européennes sous diverses formes (objectif : 10 projets accompagnés)	Comptabilisation du nombre d'interventions au profit d'acteurs franciliens	Nombre de porteurs de projets accompagnés en précisant les différents types de porteurs (collectivités locales, entreprises, associations, etc.)
	Organisation de rendez-vous auprès de décideurs européens en amont d'un dépôt de dossier après identification des interlocuteurs pertinents		Comptabilisation du nombre de mises en contact et de rendez-vous organisés pour les porteurs de projets franciliens à la demande de la DSE ou après validation par la DSE auprès de la CE ou des instances européennes susceptibles de proposer des financements	Nombre de mises en contact et de rendez-vous organisés pour les porteurs de projets franciliens
	Appui à l'organisation d'événements ou actions de communication valorisant des projets franciliens		Comptabilisation des événements organisés ou soutenus ou actions de communication entreprises pour valoriser des projets	Nombre de projets franciliens valorisés

	Aide à l'identification de partenaires européens pour répondre à un appel, le cas échéant mise en relation par IdFE		Comptabilisation du nombre de mises en relation via les réseaux d'IdFE	Nombre de mises en relation avec des partenaires européens
	Relecture de dossiers de candidature, en lien avec la DSE		Comptabilisation du nombre de dossiers relus en lien avec la DSE	Nombre de dossiers relus
<b>Sensibilisation, valorisation et promotion des intérêts franciliens</b>	Actions de lobbying pour porter les intérêts de la Région auprès de la Commission européenne puis du Parlement européen et du Conseil sur des initiatives législatives et non législatives ayant un impact pour la Région (transmission de positions, de propositions d'amendements, individuellement ou avec l'ensemble des régions françaises ou encore via des réseaux thématiques dans lesquels IdFE est impliqué)	L'évaluation de ces actions se fera au travers des notes d'analyse.		Nombre d'actions de lobbying  Nombre de thématiques couvertes  Des exemples d'actions pourront être développés dans les notes d'analyse des résultats.
	Organisation de déplacements thématiques pour les élus régionaux (identification des thématiques compte tenu de l'actualité européenne, définition des sujets à porter en lien avec les services du Conseil régional, identification des interlocuteurs idoines, organisation des rendez-vous, rédaction de fiches rendez-vous et de notes de contexte puis suivi des rendez-vous en lien avec la DSE)	Organisation et planification des déplacements thématiques de la Vice-Présidence en charge des Affaires européennes, d'autres élus régionaux ou du Ceser  Nombre de déplacements organisés  Nombre de notes et fiches rédigés	Comptabilisation sur une année N du nombre de réunions techniques organisées pour le compte de la Vice-présidence par les services d'IdFE  Comptabilisation du nombre de fiches rendez-vous et de notes de contexte rédigées dans ce cadre  Comptabilisation sur une année N du nombre de réunions techniques organisées pour le compte d'autres élus régionaux et du Ceser  Comptabilisation du nombre de fiches rendez-vous et de notes de contexte rédigées dans ce cadre	Nombre de rendez-vous organisés pour les membres de l'exécutif, d'autres élus régionaux ou le Ceser avec des interlocuteurs des institutions européennes (Commission, députés européens, Représentation permanente de la France auprès de l'UE notamment) et des parties prenantes à Bruxelles (réseaux thématiques, fédérations européennes, représentations d'autres régions européennes etc...)  Nombre total d'élus et d'agents régionaux ayant participé aux déplacements

	Accueil de délégations d'acteurs régionaux à la demande de la Région et organisation de déplacements ciblés (préparation du programme, organisation de rendez-vous, transmission d'éléments de contexte)	Organisation et planification de déplacements pour des acteurs Nombre de déplacements organisés Nombre de notes rédigés		Nombre d' d'acteurs régionaux concernés et thématiques couvertes  Nombre de rendez-vous organisés pour des acteurs
--	--	---	--	--

**Annexe 2 : Convention triennale d'objectifs et de  
moyens entre la région Ile-de-France et l'association  
Ile-de-France Europe bilan 2020 2022**



Bruxelles, le 5 juin 2023

## **Synthèse du suivi des indicateurs prévus dans la Convention triennale d'objectifs et de moyens (COM) conclue entre la Région et IdFE pour les années 2020 à 2022**

*P.J. : tableau de suivi des indicateurs pour la période 2020-2022*

Pour mémoire, Île-de-France Europe a **deux missions principales**, fixées par ses membres :

- faciliter et renforcer la participation des collectivités franciliennes et de leurs acteurs dans les programmes et instruments de financement communautaires et
- permettre à ses membres de développer des stratégies d'influence au niveau européen pour veiller à ce que les futures politiques et programmes de l'UE répondent aux besoins du territoire francilien.

Pour ce faire, Île-de-France Europe :

- **accompagne** élus et acteurs franciliens dans leurs démarches européennes (accompagnement de porteurs de projets à la demande de ses collectivités membres, organisation de déplacements d'élus, réponse à des sollicitations ciblées, etc.).
- **représente** les collectivités franciliennes auprès des institutions communautaires dans une perspective de lobbying.
- **informe et sensibilise** ses membres et les acteurs du territoire sur l'actualité européenne, les politiques et programmes communautaires ainsi que sur les opportunités de financement existantes.

Les **principales thématiques couvertes** par IdFE sont : politique de cohésion (Fonds structurels et d'investissement) ; politique agricole commune et développement rural ; environnement/énergie / climat ; logement, emploi et insertion sociale ; transports (mobilités, recherche et innovation) ; tourisme (développement économique et attractivité territoriale) ; recherche et innovation ; agenda numérique ; politique industrielle, développement économique et soutien aux PME ; éducation, formation, jeunesse et sport.

Tout au long de la période 2020-2022, IdFE a **adressé à la Direction des Stratégies européennes 228 notes techniques** dont environ un tiers n'était destiné qu'à la Région alors que la COM fixe comme objectif la transmission 40 notes par an. Ces notes ont porté sur un vaste champ de sujets relevant des politiques précitées en lien avec les compétences régionales. En début de période, un grand nombre de notes a été transmis sur le Cadre financier pluriannuel 2021-2027 et les nombreux règlements en découlant en matière de politique de cohésion ainsi qu'en ce qui concerne les principaux programmes de financement communautaires. De nombreuses notes ont ensuite porté sur la mise en œuvre du Pacte vert et sur la transition numérique de l'UE ainsi que sur la réaction de l'UE face à la pandémie, notamment via les Fonds structurels, puis sur les initiatives prises à la suite de l'invasion russe en Ukraine. Ces notes permettent sur chaque sujet de présenter les grands enjeux, les opportunités qui pourront en découler et/ou les points de vigilance à avoir afin de pouvoir développer ensuite des stratégies d'influence.

Sur l'ensemble de la période, IdFE a aussi **transmis 180 fiches sur des opportunités de financement** présentant et détaillant des appels à propositions pertinents pour la Région et ses acteurs. La COM fixe comme objectif la transmission de 40 fiches de ce type par an, cet objectif a donc été largement dépassé.

Ces fiches ont contribué à mobiliser des collectivités et acteurs franciliens pour répondre à des appels à projets européens. IdFE a ainsi, à la demande de ses collectivités membres, **accompagné 58 porteurs de projets** (objectif : 10 par an) de diverses façons. La Région et ses organismes associés ont pris part à 21 de ces projets. 16 des projets accompagnés ont été retenus et ont reçu au total 153,5 millions d'euros. Ils portent par exemple sur la mobilité durable (achat de bus électriques notamment), l'adaptation au changement climatique (projet Plus-Change auquel la Région participe), l'innovation en santé ou encore la responsabilité numérique des entreprises.

Les restrictions sanitaires ont limité l'organisation de déplacements pendant un long moment mais **10 déplacements à Bruxelles ont été organisés pour les élus régionaux** (dont 2 pour la Présidente de Région), 2 pour le Ceser et 2 pour les services de la Région. Pour chaque déplacement, IdFE prépare des notes de contexte ainsi que des fiches rendez-vous. Des acteurs régionaux, soutenus par la Région, comme le pôle Astech ont aussi fait appel à IdFE pour organiser des déplacements.

De nombreuses **actions en matière d'influence** ont également été engagées au cours de cette période, dans un premier temps dans le contexte de la nouvelle programmation 2021-2027 (mobilisation en faveur d'un budget conséquent pour la politique de cohésion ; sur les différents règlements portant sur la mise en œuvre des Fonds structurels ainsi que sur différents règlements concernant des programmes de financement comme Horizon Europe en matière de recherche et innovation, Erasmus+, le nouveau programme « Europe numérique » ou le volet Transports du Mécanisme pour l'interconnexion en Europe ; enfin mobilisation sur différents appels à propositions publiés par la suite). Plusieurs initiatives législatives et non-législatives ont aussi fait l'objet de stratégies d'influence comme la gouvernance de la mobilité servicielle (MaaS), la relance du secteur du tourisme à la suite de la pandémie ou encore l'avenir de la politique de cohésion post-2027.

En ce qui concerne la **communication**, IdFE attache une grande importance à la valorisation de la Région (l'adoption du PRACC a par exemple été mise en avant à diverses occasions) et des projets franciliens. Le site Internet d'IdFE qui totalise environ 47.000 vues par an et a été alimenté régulièrement : 545 articles ont été publiés tout au long de la période et, en complément, 16 lettres d'information ont été publiées et envoyées aux 1.747 abonnés. La COM fixe comme objectif d'en envoyer 6 par an mais la refonte complète du site Internet en 2020 n'a permis d'en envoyer qu'une cette année-ci. IdFE est aussi très actif sur les réseaux sociaux (LinkedIn avec entre 70 et 350 vues par article ; Twitter : 1.542 abonnés ; Facebook : 1.000 amis).

Bruxelles, le 31 mai 2023

**Synthèse des tableaux de suivi des indicateurs prévus dans la Convention triennale d'objectifs et de moyens conclue entre le Conseil régional et IdFE pour les années 2020 à 2022**

	<b>TOTAL</b>
<b>Nombre de notes techniques adressées à la Direction des Stratégies européennes (DSE)</b>	228, portant sur une douzaine de grandes thématiques (objectif : 40 par an)
<b>Nombre de fiches relatives à des opportunités de financement adressées à la DSE</b>	180 (objectif : 40 par an)
<b>Nombre de porteurs de projets accompagnés</b>	58 (objectif : 10 par an)  Le Conseil régional et ses organismes associés ont pris part à 21 de ces projets.
<b>Nombre de déplacements thématiques organisés pour le Conseil régional</b>	8 déplacements pour l'exécutif, 2 pour des commissions, 1 pour un DGA + appui à un déplacement du SG.  + 2 déplacements pour le Ceser.  4 à 6 fiches (notes de contexte et fiches rendez-vous) rédigées par déplacement.  En raison des restrictions sanitaires, cette activité a été fortement réduite pendant cette période.
<b>Exemples de sujets sur lesquels des actions de lobbying ont été menées</b>	Avenir de la politique de cohésion, Mission « Villes intelligentes et neutres climatiquement », Réseaux transeuropéens de transport, appels à projets en matière de mobilité connectée et autonome, nouveau programme « Europe Numérique », soutien puis relance du secteur du tourisme à la suite de la pandémie.
<b>Fréquentation du site Internet</b>	Entre 45.000 et 56.000 vues par an et 545 articles publiés au total.
<b>Nombre de lettres d'information</b>	16 (Le site ayant été refait en 2020, il n'a été possible d'en envoyer qu'une cette année-ci.) (objectif : 6 par an)
<b>Accueil de stagiaires</b>	13, tous Franciliens (objectif : 3 par an)



## **Annexe 3 : Fiche-projet Trait d'union**

**DOSSIER N° EX074083 - Environnement, numérique, souveraineté, état de droit... plongée au cœur du réacteur européen - TRAIT D'UNION**

**Dispositif** : Dispositif EUROPE (n° 00001001)  
**Délibération Cadre** : CR129-16 du 08/07/2016  
**Imputation budgétaire** : 930-043-65748-104002-020  
Action : 10400201- Actions européennes

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dispositif EUROPE	20 000,00 € TTC	50,00 %	10 000,00 €
Montant total de la subvention			10 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : TRAIT D'UNION  
Adresse administrative : 24 RUE DU GENERAL LECLERC  
92270 BOIS COLOMBES  
Statut Juridique : Association  
Représentant : Madame PAULINE ADES MEVEL, Présidente

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 8 juillet 2023 - 31 juillet 2025  
Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

A la veille de la Présidence française de l'Union européenne, le Mouvement européen-France et l'Association des journalistes européens publiaient une lettre ouverte dans les Echos pour dénoncer la trop faible couverture des affaires européennes par les médias français (« Accordons à l'Union européenne la couverture médiatique qu'elle mérite »).

Partant de ce constat, l'association Trait d'union a été créée avec pour objectif de « proposer des master classes autour des affaires européennes aux futurs journalistes ».

Trait d'union souhaite organiser des rencontres au cœur des institutions européennes à Bruxelles et Strasbourg pour les étudiants des écoles de journalisme basées en Île-de-France. L'occasion de rencontrer Commissaires européens, responsables des Directions générales européennes, députés européens, représentations professionnelles.

Par ailleurs, Trait d'union, en accord avec les responsables de la Maison Jean Monnet située à Bazoches-sur-Guyonne (78490), souhaite pouvoir proposer des week-ends ou des journées en immersion totale aux étudiants. Cette maison, qui appartient maintenant au Parlement européen, permet également d'organiser des conférences et rencontres avec des députés européens sur un ou deux jours.

Le projet vise une cinquantaine d'étudiants journalistes et leurs enseignants, issus des écoles suivantes:

Centre de Formation des Journalistes, Celsa, IPJ Paris Dauphine, Sciences Po journalisme, IFP, IEJ, EFJ, ESJ, ISFJ, Studio école de France, ESJ Paris Grand Lille.

Il correspond également aux objectifs de la convention de partenariat signée en 2022 par la Région et le Parlement européens qui a pour objet de "mettre en œuvre des actions permettant aux Franciliens de se rapprocher des Institutions européennes et de mieux appréhender leur fonctionnement et leurs actions.", notamment via la valorisation de la Maison Jean Monnet.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

Subvention de 10 000€ qui permet de couvrir des salaires, publications, événement, des frais de communication et de déplacement.

#### Localisation géographique :

 REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires	6 500,00	32,50%
Publications	1 000,00	5,00%
Déplacements, missions et réceptions	10 000,00	50,00%
Communication	1 500,00	7,50%
Frais généraux	1 000,00	5,00%
Total	20 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil régional IDF	10 000,00	50,00%
Etat	10 000,00	50,00%
Total	20 000,00	100,00%

## **Annexe 4 : Fiche-projet CRESS**



**DOSSIER N° EX073692 - Prom'ESS Europe - CHAMBRE REGIONALE DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE ILE DE FRANCE**

**Dispositif** : Dispositif EUROPE (n° 00001001)  
**Délibération Cadre** : CR129-16 du 08/07/2016  
**Imputation budgétaire** : 930-043-65748-104002-020  
Action : 10400201- Actions européennes

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dispositif EUROPE	71 413,00 € TTC	35,01 %	25 000,00 €
Montant total de la subvention			25 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : CRESS IDF CHAMBRE REGIONALE  
ECONOMIE SOCIALE SOLIDAIRE ILE DE  
FRANCE  
Adresse administrative : 3 RUE DE VINCENNES  
93100 MONTREUIL  
Statut Juridique : Association  
Représentant : Monsieur Youssef ACHOUR, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 septembre 2023 - 31 août 2024  
Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

La CRESS IDF, dont la mission principale revêt un caractère d'intérêt général, propose de créer un point de contact local dont la mission serait d'accompagner les structures de l'ESS dans l'accès aux fonds européens et d'informer ces entrepreneurs sur les politiques publiques européennes les concernant.

Le projet "Prom'ESS Europe" souhaite plus particulièrement sensibiliser les acteurs ESS franciliens aux priorités stratégiques du programme régional FEDER-FSE 2021-2027.

Il s'adresse à toute structure ESS employeuse qui souhaiterait renforcer son expertise sur les fonds européens. Les structures de -50 salariés, qui ont le plus de difficultés à accéder à ces financements, seront particulièrement ciblées.

Grâce à ce projet, la CRESS IDF espère toucher entre 1100 et 1300 organisations et, indirectement, leurs très nombreux bénéficiaires et salariés (plusieurs milliers).

Concernant la communication, via sa newsletter, la CRESS IDF diffusera les informations liées au projet, et proposera également des articles de fond sur les enjeux européens en lien avec l'ESS.

Ce projet fait également l'objet d'une demande de financement FSE+.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

25 000€ composés de salaires, de frais de publication, d'organisation d'évènements et de frais de communication.

**Localisation géographique :**

 REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires	54 910,00	76,89%
Déplacements, missions et réceptions	6 800,00	9,52%
Publicité, publications, relations publiques	1 466,00	2,05%
Locations	5 491,00	7,69%
Etudes et prestations	2 746,00	3,85%
Total	71 413,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CR IDF Dispositif Europe	25 000,00	35,01%
Cotisations, dons manuels ou legs	4 867,00	6,82%
Fonds Social Européen +	41 546,00	58,18%
Total	71 413,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :  
Règlement de minimis SIEG 360/2012 publié au JOUE L114/12 du 26 avril 2012 et modifié par les règlements 2018/1923 publié au JOUE L313/2 du 10 décembre 2018 et 2020/1474 publié au JOUE L337/1 du 14 octobre 2020, relatif à : Aides de minimis SIEG

## **Annexe 5 : Fiche-projet Youth ID**

**DOSSIER N° EX074081 - Connecter de façon innovante les dispositifs Européens et les jeunes - YOUTH ID**

**Dispositif** : Dispositif EUROPE (n° 00001001)

**Délibération Cadre** : CR129-16 du 08/07/2016

**Imputation budgétaire** : 930-043-65748-104002-020

Action : 10400201- Actions européennes

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dispositif EUROPE	66 169,46 € TTC	30,23 %	20 000,00 €
Montant total de la subvention			20 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : YOUTH ID

Adresse administrative : 35 RUE DU COLONEL ROZANOFF  
75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur ELPHEGE MESNARD, Directeur général adjoint

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 15 juillet 2023 - 15 juillet 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

Malgré l'existence de dispositifs européens qui ont fait leurs preuves et qui sont ouverts à un très grand nombre, il existe une grande méconnaissance de ces dispositifs auprès des jeunes de moins de 30 ans et des acteurs (parents, professionnels...) les entourant. Par ailleurs, les jeunes s'informent majoritairement par les réseaux sociaux.

Youth ID propose un projet qui vise à ouvrir l'accès à ces dispositifs européens aux jeunes via des contenus et des canaux de communication adaptés, selon une stratégie de parcours individualisé.

Il s'agit par exemple des droits suivants :

- Accès à l'éducation et la formation : Erasmus + Training course,
- Accès à l'insertion professionnelle : Corps Européens de Solidarité, Volontariat Franco-Allemand,
- Accès aux loisirs et aux vacances : Discover EU, différents programmes E+,
- Accès à d'autres dispositifs pour les jeunes : Culture, orientation, autres opportunités...

Public principal

- Des jeunes entre 12 et 30 ans de tous horizons, en particulier les jeunes avec moins d'opportunités ("JAMOs");
- des jeunes "NEET" (pour « neither in employment nor in education or training »).

D'après les estimations faites par Youth ID, le nombre de franciliens touchés par le projet sera le suivant:

- 490 000 vues des contenus sur la promotion des dispositifs sur les réseaux sociaux;
- 5 600 visites du site web;
- 21 000 mails envoyés dans le cadre de la newsletter;
- 800 personnes touchées lors de la participation de l'association à des événements de promotion des dispositifs européens (salons, forum, etc..)

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

20 000€ composés de frais de production des capsules vidéo, d'organisation d'événements, de documentation, de frais de référencement du site internet, de frais de mission et de location d'espace.

#### Localisation géographique :

 REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Production capsules vidéos	24 527,50	37,07%
Evènements	6 000,00	9,07%
Documentation	4 480,00	6,77%
Site internet et référencement	10 800,00	16,32%
Frais de mission	1 800,00	2,72%
Location espaces	10 800,00	16,32%
Frais administratifs	7 761,96	11,73%
Total	66 169,46	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil régional IDF	20 000,00	30,23%
Fonds privés	5 000,00	7,56%
Cotisations, dons manuels ou legs	569,46	0,86%
CAF de Paris	22 000,00	33,25%
Maison des initiatives étudiantes	4 000,00	6,05%
Etat	3 000,00	4,53%
Commission Européenne	11 600,00	17,53%
Total	66 169,46	100,00%

## **Annexe 6 : Fiche-projet Babel international**

**DOSSIER N° EX073829 - AtmoSphera : L'Europe autrement - BABEL INTERNATIONAL**

**Dispositif** : Dispositif EUROPE (n° 00001001)

**Délibération Cadre** : CR129-16 du 08/07/2016

**Imputation budgétaire** : 930-043-65748-104002-020

Action : 10400201- Actions européennes

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dispositif EUROPE	272 600,00 € TTC	18,34 %	50 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		50 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : ASSOCIATION BABEL INTERNATIONAL

Adresse administrative : 32 RUE DES ENVIERGES  
75020 PARIS 20E ARRONDISSEMENT

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame MANA LIVARDJANI, Présidente

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 7 juillet 2023 - 30 septembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

En tant que leader du réseau Sphera, soutenu par la Commission européenne, Babel International coordonne un consortium de 10 médias en ligne indépendants et d'organisation culturelles (tels que « Animafac », le réseau des associations étudiantes françaises, « arty-farty », « le Taurillon », « Street Press », l'agence de production de Podcast belge « Bullemedia », « El Salto » en Espagne, « Dinamo » en Italie...) avec pour objectif de publier du contenu inspirant sur des sujets européens adaptés aux intérêts des jeunes et de donner une dimension européenne à l'actualité.

Ce projet « AtmoSphera : l'Europe autrement » a pour but de proposer du contenu en ligne et d'organiser des événements afin d'engager la jeunesse francilienne sur des enjeux de société qui résonnent au niveau européen.

L'enjeu est d'encourager leur prise de parole autour de thématiques qui les touchent de près et de promouvoir un débat démocratique autour des questions de citoyenneté européenne à travers 4 actions :

- La publication d'un sondage sur les attentes des jeunes européens (et franciliens) sur l'Europe (Objectif: environ 350 franciliens hors ligne et 4 000 franciliens en ligne) ;
- La réalisation d'un événement à Paris « Quels défis pour l'Europe de demain ? » durant lequel les résultats seront présentés et débattus avec les jeunes franciliens (entre 500 et 1 000 franciliens), et la coordination de cinq événements de dissémination de ces résultats (1 000 franciliens);
- La réalisation d'un Live Show à Budapest consacré aux politiques européennes de la jeunesse diffusé par tout le réseau et traduit simultanément en français;

- La production de reportages vidéo qui portent sur une thématique mensuelle couverte par le réseau afin de montrer des initiatives positives qui peuvent résonner au niveau européen.

Babel International touchera directement plus de 100.000 jeunes franciliens et indirectement 500.000 franciliens à travers les activités menées dans le cadre du réseau Sphera.

L'association s'engage à communiquer autour du projet via ses réseaux sociaux, son site internet, et une newsletter dédiée.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

50 000€ concernant des frais de production de vidéos, de sondage, d'organisation d'événements et de communication.

#### Localisation géographique :

 REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Production originale vidéos	138 000,00	50,62%
Communication, publications, impression	47 400,00	17,39%
Sondages	17 500,00	6,42%
Evénements	36 200,00	13,28%
Live show	29 500,00	10,82%
Gestion des risques et techniques	4 000,00	1,47%
Total	272 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Commission européenne	207 600,00	76,16%
Conseil Régional IDF	50 000,00	18,34%
Fondation Hippocrène	10 000,00	3,67%
Fonds propres	5 000,00	1,83%
Total	272 600,00	100,00%